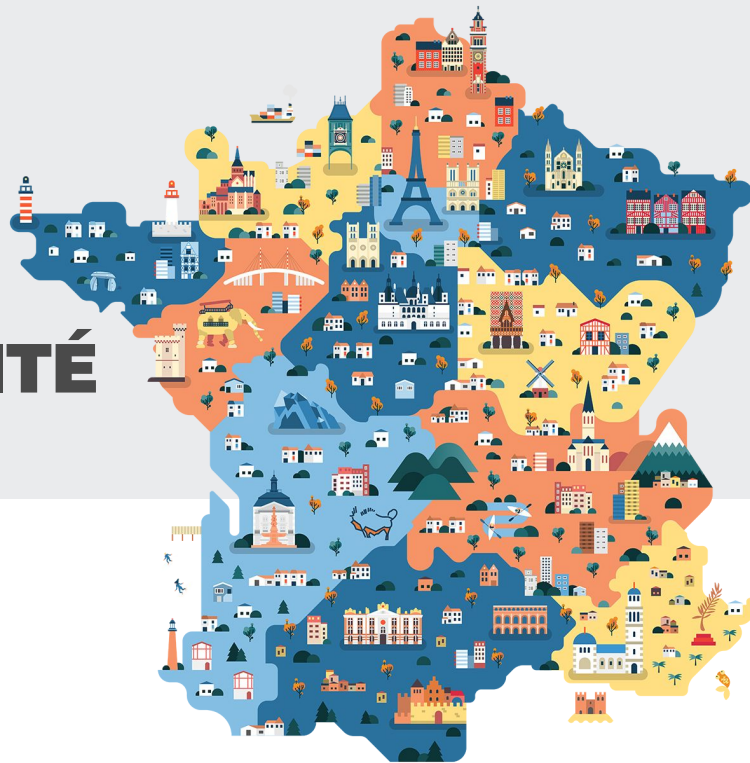


Le Baromètre des Territoires

FRANCE DÉSEMPARÉE EN QUÊTE DE TRANQUILLITÉ



JANVIER 2025

ELABE

SNCF
GROUPE

M INSTITUT
Montaigne

#BaromètreDesTerritoires

POURQUOI LE **BAROMÈTRE DES TERRITOIRES** ?

Elabe publie la 3ème édition du **Baromètre des Territoires**, en partenariat avec **l'Institut Montaigne et SNCF**. Réalisée auprès de **10 000 personnes dans les 12 régions métropolitaines**, cette étude part du quotidien des femmes et des hommes qui vivent en France, pour mieux comprendre ce qui construit leurs opinions, motive leur vote ou leur abstention, produit colère, espoir, joie, partage, repli ou lassitude.

Le Baromètre des Territoires **explore sans tabou ni a priori tous les aspects de la vie quotidienne** : pouvoir d'achat, santé, sécurité, événements climatiques extrêmes, logement, éducation, travail, mobilité, rapport à l'information et à leurs élus, leurs voisins, à l'« étranger », tracas et peurs existentielles, petites aspirations et grands rêves, ...

Après « **La France en morceaux** » pendant les « gilets jaunes » (1er semestre 2019), et « **Une France convalescente, une France du proche** » en sortie de Covid (2nd semestre 2021), cette 3ème édition s'attache à comprendre **comment les Français et les territoires dans lesquels ils vivent s'adaptent à l'empilement des crises sociale, écologique et politique**. Perte de repères, nouveaux risques, nouveaux interdits, nouvelles opportunités, à quel horizon les Français aspirent-ils ?

« *J'espère que mes réponses serviront, car j'ai le sentiment que les citoyens français ne sont jamais entendus* »

10 000 répondants, 10 000 récits de vie, qui reflètent la diversité de la France

- Hommes et femmes
- De tous les âges
- Cadres, professions intermédiaires, ouvriers, employés, étudiants, retraités, inactifs
- De tous les niveaux de vie
- De tous niveaux de diplôme
- De toutes les sensibilités politiques (y compris abstentionnistes)
- Dans le rural, le péri-urbain et les grandes agglomérations
- Dans toutes les régions de France métropolitaine (hors Corse)
- Dans tous les départements
- Dans toutes les circonscriptions métropolitaines (hors Corse)
- Dans les communes du littoral, de montagne, dans les zones exposées aux risques climatiques
- Dans les déserts médicaux et dans les zones mieux dotées
- Dans les communes connectées au TGV et celles éloignées
- Dans les zones dynamiques, celles en cours de revitalisation et dans la diagonale du vide
- Dans les zones QPV et non-QPV

Interrogés par internet, du 9 octobre au 5 novembre 2024
1 200 individus interrogés en région Ile-de-France



① : 1ère région ② : 2ème région ③ : 3ème région

(+8 vs. moy région) : +8 points par rapport à l'ensemble des habitants de la région

ILE DE FRANCE



LE BAROMÈTRE DES TERRITOIRES



ELABE



#BaromètreDesTerritoires



Sommaire

Récit des enseignements régionaux	slides 5 à 27
Spécificités régionales	slides 28 à 29
Synthèse régionale	slides 30 à 37



FRANÇAIS VULNÉRABLES, FRANCE IMPUISSANTE

#BaromètreDesTerritoires



Climat d'insécurité et spectre du déclassement pèsent sur le quotidien en Île-de-France



70% ^② +3 pts vs reste de la France

ont été victimes **d'incivilités**

 75% 25-49 ans

55% 25-34 ans
51% femmes

47% 

exposés et vulnérables au risque d'**agression physique**

46% zones QPV
50% non-QPV

45% Seine-Saint-Denis

32% ^① +8 pts vs reste de la France

Les **trafics de drogues** perturbent la tranquillité de mon quartier

54% ^① +6 pts vs reste de la France

des parents ont peur que leurs **enfants** soient victimes de harcèlement



55%

exposés et vulnérables au risque de devoir **changer de façon de vivre à cause d'une baisse de pouvoir d'achat**

49%

redoutent d'**avoir du mal à boucler leurs fins de mois**

 47% cadres
47% professions intermédiaires
55% employés, ouvriers

60%

on vit chacun de notre côté

31%

on vit les uns contre les autres

9%

on est un collectif uni

39% Il y a **trop d'immigrés** là où je vis ^① +9 pts vs reste de la France 55% Seine-Saint-Denis

41% Il y a **des communautés** (religieuses, identitaires, idéologiques) qui forment des **groupes très fermés**

^① +13 pts vs reste de la France 57% Seine-Saint-Denis

37%

ont des **difficultés à régler leurs dépenses contraintes** (loyer/emprunt, énergie, téléphone, internet, transport)

29%

sont **régulièrement à découvert** (le 15 du mois en moyenne)



Dangers climatiques et insécurité sanitaire fragilisent les projets de vie



52%

exposés et vulnérables aux **conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique**

34%

L'endroit où je vis est **exposé aux catastrophes naturelles**

44% Seine-et-Marne

33%

Les paysages changent à cause du dérèglement climatique

28%

Le changement climatique **menace l'activité économique de ma région**

62%

L'endroit où je vis n'est **pas prêt pour faire face aux conséquences du changement climatique**



49%

Craignent de **tomber malade à cause des pollutions**

① +6 pts vs reste de la France

42%

ont le sentiment de **vivre dans un environnement pollué**

① +16 pts vs reste de la France

54% Paris

45%

exposés et vulnérables à des **problèmes de santé mentale** (stress, dépression, anxiété)

① +4 pts vs reste de la France

60% 18-34 ans



51%

d'avoir des **difficultés à se soigner** par **manque de soignants** (43%) ou pour **raisons financières** (43%)

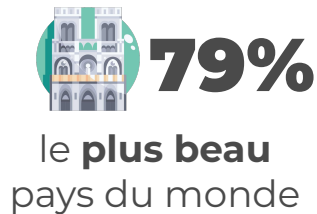
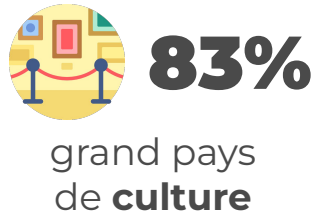


41%

de **devenir aidant**



Dans une France que l'on aime, mais dont l'identité est perçue comme menacée



63%
estiment **que**
l'identité de la
France est
menacée



91% RN
74% LR
65% ENSEMBLE
36% NFP



Mais devenue un colosse aux pieds d'argile, impuissante à maîtriser son destin



La France est
en déclin



La société est
injuste

48% A perdu sa puissance économique

54% C'est difficile d'entreprendre en France

40% Le modèle social est en panne

54% plus modestes

52% ont le sentiment de **davantage contribuer** au système qu'ils n'en bénéficient

65% le système éducatif ne fonctionne plus

46% la voix de la France ne compte pas dans le monde

Des élus qui n'ont plus le pouvoir d'agir pour changer la vie des gens



Ils n'ont pas le pouvoir d'agir...

40%

Le président de la République



39%

Mon maire

Des figures d'autorité qu'on juge souvent contestées

"J'observe dans ma vie au quotidien que leur autorité et leur parole ne sont pas toujours voire jamais respectées"



81%

Enseignants



80%

Policiers

Qui a encore le pouvoir d'agir ?



57%

Scientifiques



52%

Entreprises

A person is seen from behind, holding a large, light-colored umbrella with a pattern of small red birds. The scene is set in a sun-dappled forest with green leaves visible at the top. A white horizontal bar is overlaid on the image, containing the main title and a large number '2'.

S'ADAPTER POUR SE PROTÉGER

2

#BaromètreDesTerritoires



Non, nous ne sommes pas des “gaulois réfractaires”

82%

² +3 pts vs reste de la France

des Franciliens sont **prêts aux changements**

“Je vis bien le changement, à partir du moment où c'est moi qui l'ai choisi”

+

“Le changement me stimule, j'aime ça, je cherche souvent le changement dans ma vie ou je m'y adapte quand il ne vient pas de moi”



85% 18-24 ans
88% 25-34 ans
80% 35-49 ans
81% 50-64 ans
74% 65 ans +



85% Paris
80% Petite couronne
79% Grande couronne



79% Bac ou moins
84% Bac+5



87% Cadres
85% Professions intermédiaires
80% Employés et ouvriers



89% LR
84% NFP
78% Ensemble
79% RN



Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter



50%

des **plus diplômés**

VS

29%

des **moins diplômés**

savent **diagnostiquer leur impact environnemental**



65%

des **- 35 ans**

VS

39%

des **50 ans +**

récupèrent des paniers anti-gaspi
dans les enseignes alimentaires



73%

des **plus modestes**

VS

49%

des **plus aisés**

sont **freinés par manque de moyens financiers** (mobilité, rénovation, etc.)



76%

des **Parisiens**

VS

61%

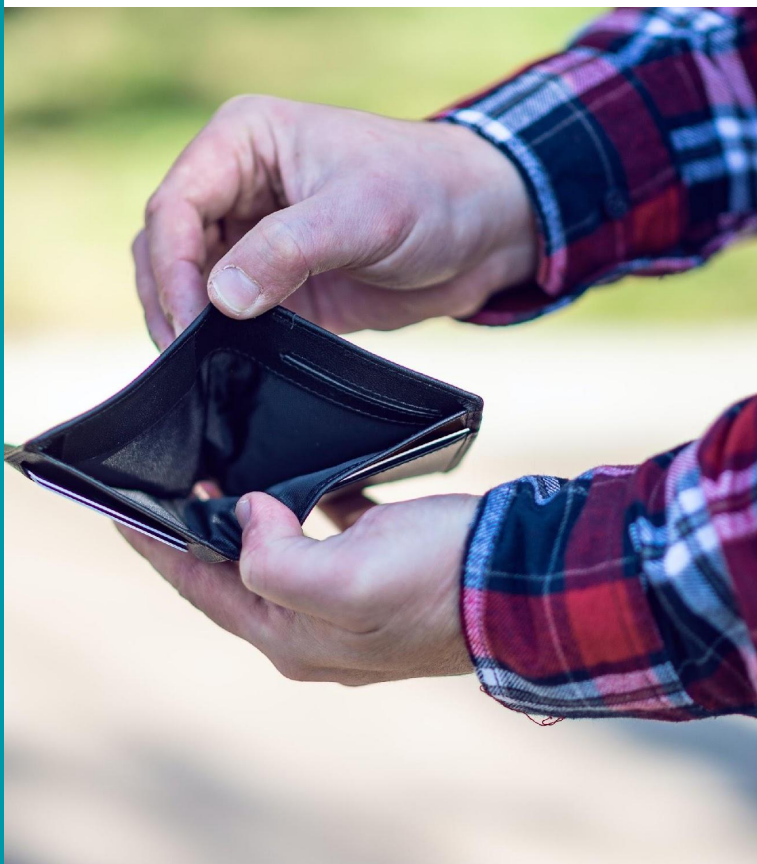
des **habitants de la grande couronne**

peuvent **privilégier le train à la voiture** quand ils le souhaitent



“Pouvoir de vivre” : une adaptation contrainte pour “freiner la chute”

#BaromètreDesTerritoires | Ile-de-France



Des renoncements communs



72%

réduisent les dépenses **non essentielles** pour **préserver les achats essentiels**



66% cadres
74% prof. inter
78% employés, ouvriers



77%

attendent les **bons plans** et les **promos** avant d'acheter

78%
77%
77%



56%

réduisent ou **renoncent** à certains **déplacements**

55%
56%
59%



71%

font des économies sur les dépenses du quotidien, pour **continuer de se faire plaisir** (achats, sorties, vacances)

64%
78%
77%

Pour les plus modestes, l'antichambre de la précarité



48%

des plus modestes **restreignent les activités extrascolaires** ou cours de **soutien** de leurs enfants



56%

demandent une **aide financière** à leurs **proches**



21%

ont recours aux **aides alimentaires**



Adaptation climatique : pas un engagement, un besoin de protection

Adapter son mode de vie pour diminuer son impact environnemental...

4 Franciliens sur 10 convaincus qu'ils ont plus à gagner qu'à y perdre

34% autant

20% plus à perdre

31%

Une **évidence, normal**, ça fait désormais partie de ma façon de vivre

51%

Parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais j'essaie, je pense qu'il faut **prendre ce chemin**

8%

Une **galère**, je n'y arrive pas, ce n'est pas pour moi

10%

Ce n'est **pas mon problème**, je ne me sens pas concerné, ne me pose pas la question

74%

estiment **avoir changé ou être en train de changer tout ce qui peut l'être** dans tous les aspects de leur vie (déplacement, logement, alimentation, loisirs)



77% 18-24 ans
73% 65 ans +

84% Cadres
93% Professions intermédiaires
70% Employés et ouvriers

87% NFP
82% Ensemble
79% LR
63% RN



Mais une adaptation empêchée, entravée

#BaromètreDesTerritoires | Île-de-France

Une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi, sans moyens



61%

ne savent **pas diagnostiquer leur impact** (habitudes et aspects de sa vie qui émettent le plus de CO2)

59%

il est **trop compliqué** de savoir « **ce qu'il faut faire** » (informations contradictoires, complexes, pas claires)

58%

il n'y a parfois **aucune solution**

61%

freinés par **manque de moyens financiers** (mobilité, rénovation, etc.)

Dans un territoire qui lui-même ne s'adapte pas

	Les services publics de l'eau et l'énergie pour consommer moins ou émettre moins de GES	Les villes au risque de canicule	Les zones constructibles au risque de CATNAT
La mobilité (offre de transport en commun, pistes cyclables, ferroviaire, lien entre territoires)			

Les élus locaux...

<i>prennent les bonnes décisions</i>	33%	21%	21%	18%
<i>ne font pas grand-chose ou rien du tout</i>	27%	32%	38%	32%
<i>font des erreurs, certaines des décisions augmentent les risques</i>	18%	16%	13%	17%
<i>Je ne sais pas vraiment ce qu'ils font</i>	21%	30%	27%	32%



36% c'est injuste

quand on a envie de tenir compte de son impact sur l'environnement, on devrait pouvoir le faire, on ne devrait pas être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit



52% plus modestes
33% plus aisés

23% ça me met en colère

qu'on me demande de changer ma façon de vivre sans me donner les moyens de le faire



39% plus modestes
12% plus aisés



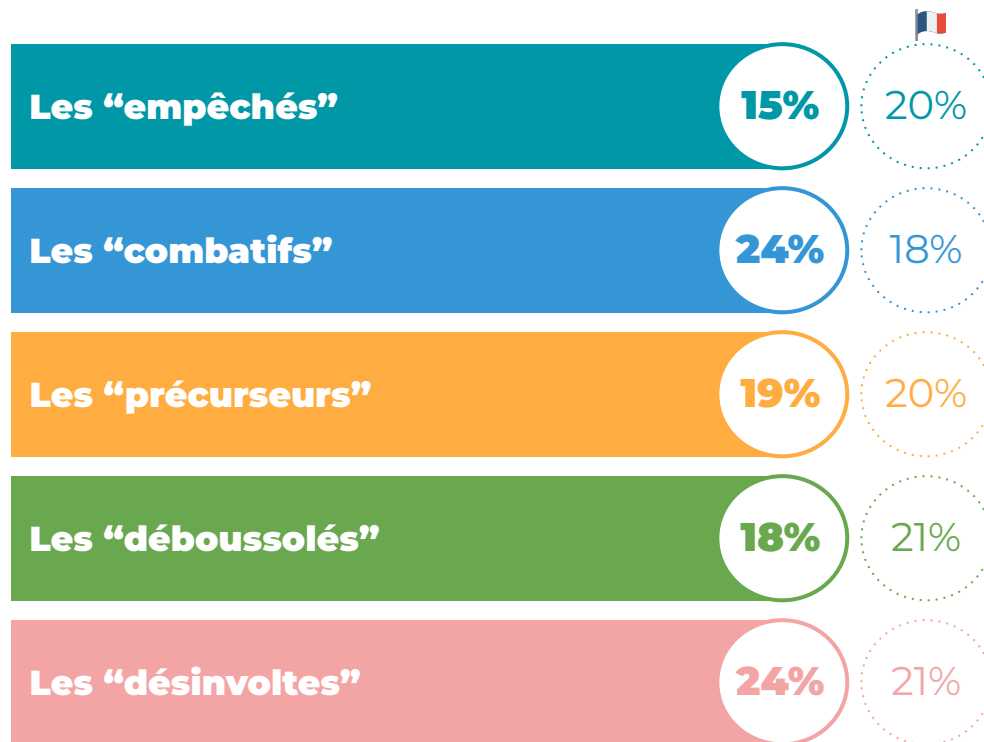
Typologie - 5 trajectoires d'adaptation

#BaromètreDesTerritoires | Île-de-France

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter.

Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 1 200 récits d'adaptation en Île-de-France, il en ressort 5 grands schémas.



Les "empêchés"

15%



68% (+16 vs. moy région) sont des

Femmes

55% (+20) doivent

**se restreindre
voire emprunter**

pour boucler leurs fins de mois

63% (+13) ont entre

35 et 64 ans

38% (+8) résident en

grande couronne

Face à l'envolée des prix, changer drastiquement sa consommation pour "éviter la chute"



72% (+42)

achètent des
quantités réduites
*depuis le début de
l'inflation*



60% (+34)

attendent les **bons
plans** et les **promos**
avant d'acheter



85% (+50)

renoncent à certains
produits trop chers



42% (+23)

choisissent
la 2nde main
plutôt que le neuf



40% (+16)

récupèrent des
paniers anti-gaspi

Adapter son mode de vie pour réduire son empreinte environnementale

82% (+18)

C'est **compliqué**, ce sont des
contraintes mais je suis
convaincu qu'**il faut que
j'adapte mon mode de vie**

77% (+4) achètent des produits alimentaires en **circuit court**

63% (+3) achètent des **équipements reconditionnés**

92% (+9) **réparent leurs équipements** au lieu de les jeter

90% (+13) font attention à leur **consommation de viande**

Mais une adaptation empêchée, entravée

85% (+24) freinés par **manque de moyens financiers**

75% (+17) absence de solutions alternatives

69% (+10) **compliqué de savoir ce qu'il faut faire**



49% (+13)
c'est **injuste**



28% (+5)
ça me met
en **colère**

Les "combatifs"

24%



56% (+25 vs. moy région) ont
Moins de 35 ans

51% (+15) ont des
Enfants dans le foyer

44% (+18) vivent à
Paris

62% (+14) sont des
Hommes

56% (+8) n'ont pas voté aux
Législatives 2024

33% (+8) sont
Employés ou ouvriers

Le "pouvoir de vivre", une préoccupation de tous les instants



92% (+22)
achètent des
quantités réduites



92% (+15)
attendent les bons
plans et les promos
avant d'acheter



84% (+56)
demandent une
aide financière à
leurs proches



84% (+61)
ont recours aux
aides alimentaires



90% (+44)
réduisent ou
suppriment les
activités
extra-scolaires de
leurs enfants

Quelles que soient les motivations, adopter de nouvelles manières de consommer

84% (+57) louent ce qui peut l'être au lieu d'acheter

89% (+31) achètent en 2^{de} main

85% (+36) récupèrent des paniers anti-gaspi

86% (+22) vendent les vêtements qu'ils n'utilisent plus

83% (+34) achètent en ressourcerie/recyclerie



88% (+32)
réduisent ou renoncent
à certains trajets

87% (+19)
choisissent le train plutôt que la
voiture quand cela est possible

Mais une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi

58% (+12)
difficile de savoir par
où commencer

56% (+17)
difficile de comprendre
l'impact réel de ses gestes

48% (+2) sont convaincus qu'ils ont
plus à gagner qu'à y perdre

30% (+10) plus à perdre

22% (-12) autant

Les "précurseurs"

19%



64% (+12 vs. moy région) sont des

Femmes

59% (+5) sont

Diplômés du supérieur

48% (+12) ont voté pour

Le NFP

aux Législatives 2024

44% (+7) sont

Cadres ou professions intermédiaires

Profil économique dans la moyenne régionale

40% doivent se restreindre

60% n'y sont pas contraints pour boucler leurs fins de mois

Adapter sa consommation, une démarche de longue date



64% (+24)

achètent des **quantités réduites** avant le début de l'inflation



75% (+24)

attendent les **bons plans** et les **promos** avant d'acheter



74% (+31)

renoncent à certains **produits trop chers**



83% (+10)

achètent des produits en **circuit court**



82% (+27)

choisissent **la 2^{de} main** plutôt que le neuf

Un mode de vie en accord avec la prise en compte de son empreinte environnementale

63% (+17)

sont convaincus qu'il y a **plus à y gagner qu'à y perdre**

65% (+26)

déclarent savoir **diagnostiquer** leur empreinte environnementale

69% (+13) réduisent ou renoncent à certains trajets

86% (+18) choisissent le **train** plutôt que la **voiture** quand cela est possible

95% (+18) font attention à leur **consommation de viande**

96% (+13) essaient de **réparer** plutôt que de **jeter**

Mais une adaptation empêchée, entravée

80% (+19) freinés par **manque de moyens financiers**

80% (+22) absence de **solutions alternatives**



48% (+12)

c'est **injuste**

Les “déboussolés”

18%



64% (+21 vs. moy région) ont

Plus de 50 ans

26% (+6) ont un

Niveau de diplôme inférieur au bac

40% (+8) résident en

Grande couronne

Profil économique dans la moyenne régionale

33% doivent se restreindre

67% n'y sont pas contraints pour boucler leurs fins de mois

Le “pouvoir de vivre”, préoccupation de longue date



57% (+17)

achètent des quantités réduites

avant le début de l'inflation



75% (+24)

attendent les bons plans et les promos avant d'acheter



70% (+27)

renoncent à certains produits trop chers

Adapter son mode de vie : le chemin convainc mais de nouvelles manières de consommer peu familières

70% (+19)

Parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais j'essaie, je pense qu'il faut prendre ce chemin

74% (+32) n'achètent pas en 2^{de} main

98% (+25) ne louent pas plutôt que d'acheter

71% (+20) ne récupèrent pas de paniers anti-gaspi

83% (+32) n'achètent pas en ressourcerie/recyclerie

68% (+40) n'achètent pas en reconditionné

Une adaptation sans mode d'emploi et entravée par de nombreux obstacles

80% (+19) peinent à diagnostiquer leur empreinte environnementale

47% (+8) difficile de comprendre l'impact réel de ses gestes

76% (+17) compliqué de savoir ce qu'il faut faire

64% (+18) difficile de savoir par où commencer

69% (+8) freinés par manque de moyens financiers

47% (+13) sont convaincus qu'ils ont autant à y perdre qu'à y gagner

33% (-13) plus à gagner qu'à y perdre

20% (=) plus à perdre

Les "désinvoltés"

24%



47% (+21 vs. moy région) ne doivent pas se restreindre et peuvent épargner

39% (+9) sont des Cadres ou anciens cadres à la retraite

77% (+8) ont Plus de 35 ans

61% (+7) sont Diplômés du supérieur

63% (+9) n'ont pas d'enfant dans le foyer

Une absence d'intérêt à adapter son mode de vie



74% (+44) n'achètent pas des quantités réduites



78% (+50) ne réduisent pas les dépenses non essentielles



79% (+37) ne choisissent pas la 2^{de} main plutôt que le neuf



92% (+48) ne réduisent ou renoncent pas à certains trajets



50% (+27) font peu attention à leur consommation de viande

Entre méconnaissance et doute, un changement de comportements frileux

69% (+8) déclarent ne pas savoir diagnostiquer leur empreinte environnementale

42% (+8) sont convaincus qu'ils ont autant à perdre qu'à y gagner

37% (-9) plus à gagner

21% (+1) plus à perdre

37% (+12) n'ont entamé aucune démarche de changement dans leur foyer et ne comptent pas s'y mettre

Des freins à l'adaptation limités

30% (-31) freinés par manque de moyens financiers

42% (-17) compliqué de savoir ce qu'il faut faire

32% (-26) absence de solutions alternatives



**UN HORIZON EN GRAND ET À BAS BRUIT :
LE BESOIN DE TRANQUILLITÉ**

3

#BaromètreDesTerritoires



Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

#BaromètreDesTerritoires | Île-de-France



RETRAITES

« J'ai envie qu'on garde notre système de solidarité et...

91%

...il y a des solutions pour le maintenir »

60%

49% 18-24 ans 73% 65 ans +

71% NFP 67% ENS
66% LR 52% RN 51% ABS

...il n'y a plus les moyens en France pour le faire »

31%

38% 18-24 ans 24% 65 ans +

24% NFP 27% ENS
26% LR 36% RN 36% ABS

« La solidarité n'est pas souhaitable, chacun doit financer sa propre protection »

8%



SANTÉ

92%

61%

59% plus modestes 65% plus aisés

75% NFP 66% ENS
64% LR 52% RN 51% ABS

31%

27% plus modestes 29% plus aisés

22% NFP 31% ENS
31% LR 37% RN 37% ABS

9%



DÉPENDANCE

91%

58%

54% 18-24 ans 62% 65 ans +

66% NFP 66% ENS
62% LR 48% RN 51% ABS

33%

32% 18-24 ans 35% 65 ans +

31% NFP 28% ENS
24% LR 40% RN 37% ABS

8%



PERTE D'EMPLOI

89%

51%

68% NFP 41% ENS
56% LR 38% RN 45% ABS

38%

27% NFP 52% ENS
32% LR 48% RN 41% ABS

10%



GRANDE PAUVRETÉ

86%

47%

67% NFP 44% ENS
42% LR 25% RN 42% ABS

39%

28% NFP 46% ENS
45% LR 50% RN 42% ABS

13%



Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité



CATASTROPHES NATURELLES

« J'ai envie qu'on garde
notre système de solidarité et... »

89%

...il y a **des solutions**
pour le maintenir »

50%

50% communes PPRN 52% non-PPRN

61% NFP 53% ENS
55% LR 41% RN 42% ABS

...il n'y a **plus les moyens en**
France pour le faire »

39%

38% PPRN 44% non-PPRN

34% NFP 42% ENS
30% LR 46% RN 43% ABS

« La **solidarité n'est pas**
souhaitable, chacun doit
financer sa propre protection »

10%



LES TRAVAUX D'ADAPTATION DES LOGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES FACE AUX CONSÉQUENCES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

89%

48%

48% communes PPRN 47% non-PPRN

61% NFP 51% ENS
52% LR 39% RN 41% ABS

41%

40% PPRN 48% non-PPRN

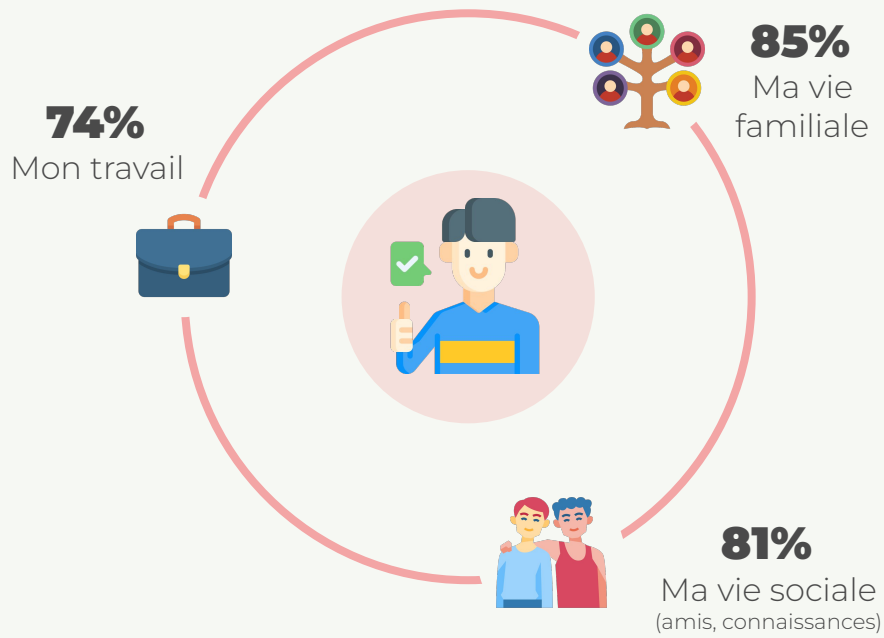
32% NFP 43% ENS
42% LR 45% RN 46% ABS

10%



A la recherche d'un nouvel équilibre

"Ce qui compte pour **être bien dans ma vie...**"



"Ce qui manque le plus pour **bien vivre dans le pays...**"



33%
La sécurité



33%
Le respect



Ancrage, stabilité, repères et simplicité pour vivre bien

#BaromètreDesTerritoires | Île-de-France

86%

Savoir se **contenter des petits bonheurs** simples du quotidien

14%

Posséder des choses qui se voient, à la mode

① +4 pts vs reste de la France

84%

Avoir des **amis très proches** sur qui compter

16%

Avoir beaucoup de monde dans mon cercle de connaissances

79%

Etre en **CDI**

21%

Avoir un contrat à durée déterminée ou des missions



81%

Faire simplement le **métier qui me plaît**

19%

Faire une grande carrière, avoir une fonction avec des responsabilités

① +6 pts vs reste de la France

76%

Avoir une **vie calme, sereine**, en prenant son temps

24%

Vivre à mille l'heure, faire toujours plein de choses, relever des défis

65%

Gagner **moins d'argent et avoir plus de temps libre**

35%

Gagner plus d'argent et avoir moins de temps libre

73%

Dépenser juste le nécessaire, **épargner le plus possible** si j'ai les moyens de mettre de l'argent de côté

27%

Me faire plaisir avant tout, dépenser ce que j'ai sans trop penser au lendemain

69%

Vivre tranquillement en faisant **des projets de moyen et long terme**

31%

Vivre à fond en profitant de chaque seconde

① +6 pts vs reste de la France



SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES





Ile-de-France : une région dynamique, mais où il ne fait pas toujours bon vivre

#BaromètreDesTerritoires



Une région dynamique, riche en infrastructures

60% Mon quartier est dynamique

① +9 pts vs reste de la France

77% C'est un lieu bien desservi par les transports en commun

① +24 pts

64% Où les services publics ne disparaissent pas

① +9 pts

56% Et où l'on trouve facilement un emploi

① +7 pts



Mais tensions et pollutions pèsent sur le quotidien



70% ② +3 pts vs reste de la France

ont été victimes d'incivilités

41%

Il y a des communautés (religieuses, identitaires, idéologiques) qui forment des groupes très fermés

① +13 pts vs reste de la France



49% craignent de tomber malade à cause des pollutions

① +6 pts vs reste de la France

32% ① +8 pts vs reste de la France

Les trafics de drogues perturbent la tranquillité de mon quartier

39%

Il y a trop d'immigrés là où je vis

① +9 pts vs reste de la France

42%

ont le sentiment de vivre dans un environnement pollué

① +16 pts vs reste de la France



Un attachement fragile, des envies de départ

59% sont attachés à leur région Ile-de-France

① -11 pts vs reste de la France

42%

ne souhaitent pas que leur enfant y grandissent

① +6 pts vs reste de la France

51%

ont envie de déménager

① +14 pts vs reste de la France



Synthèse Ile-de-France



#BaromètreDesTerritoires



Des Franciliens vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

Des Français en insécurité(s)...

Il y a 5 ans, le SARS-CoV-2 était détecté pour la première fois à Wuhan. C'était le début d'une crise sanitaire jusqu'alors inimaginable. Et le **début d'une nouvelle ère : celle de la polycrise**. Crise sanitaire, inflation, crise géopolitique, crise climatique, crise politique, crise budgétaire et bientôt économique, et sentiment d'insécurité galopante s'empilent désormais

Derrière ces mots, égrenés à l'envi dans les tous les media et la parole des responsables politiques, experts et commentateurs de la vie publique, ce sont 68 millions de quotidiens perturbés, voire bouleversés, dont ceux de 12,3 millions de résidents d'Ile-de-France.

Jamais les Franciliens n'avaient été confronté à une telle accumulation de chocs et de transitions.

L'accumulation de ces chocs produit un **effacement inédit des fractures socio-économiques et territoriales historiques** comme clés de lecture, de diagnostic et de recherche de solutions dans notre pays : la peur de l'agression a dépassé les frontières des quartiers dits « sensibles », la crainte de ne pas pouvoir se soigner a contaminé les grands centres urbains, l'expérience du « renoncement » au supermarché a atteint le portefeuille des cadres, la crainte de voir sa maison endommagée par une catastrophe naturelle a gagné tout le pays et toutes les bourses.

Désormais, **l'insécurité est collective, et se conjugue au pluriel :**

- **insécurité physique et climat de tension qui alimente la crainte de l'autre** : 47% ont peur d'être victime d'une agression physique (51% des femmes) ; le spectre du danger est alimenté par une difficulté à "vivre ensemble" : 60% constatent que l'on vit chacun de notre côté, 31% les uns contre les autres. En Ile-de-France, une partie des habitants associe ce climat de tensions à une présence qui serait trop importante d'immigrés là où ils vivent (39%, +9 par rapport à la moyenne nationale, 1ère région, et 55% en Seine-Saint-Denis), à des communautés qui forment des groupes très fermés (41%, +13, 1ère région, 57% en Seine-Saint-Denis) et au trafic de drogues dans leur quartier (32%, +8, 1ère région, et 45% en Seine-Saint-Denis).
- **insécurité économique et sociale** : 55% des employés et ouvriers franciliens craignent d'avoir du mal à boucler leurs fins de mois, 47% des professions intermédiaires et 47% des cadres
- **insécurité climatique** : 42% des Franciliens ont le sentiment de vivre dans un environnement pollué (+16 points, 1ère région), 52% redoutent des conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique. 34% des Franciliens considèrent que leur lieu de vie est exposé aux catastrophes naturelles, et même 44% en Seine-et-Marne, un département qui a subi d'importants dégâts en octobre 2024 par la tempête Kirk (pluies torrentielles, inondations).
- **insécurité sanitaire** : 49% craignent de tomber malade à cause des pollutions (+6, 1ère région), 45% se sentent exposés à des problèmes de santé mentale (+4, 1ère région) et 51% redoutent d'avoir des difficultés à se soigner par manque de soignants (43%) ou pour raisons financières (43%).



Des Franciliens vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

... dans une France impuissante, colosse aux pieds d'argile

Toutes les générations ont appris et hérités de leurs aînés la fierté de l'**exception française** : un modèle social unique, une école de l'égalité des chances, l'ascenseur social, un art de vivre que le monde nous envie (gastronomie, architecture), des espaces naturels à couper le souffle, une économie traditionnelle mais puissante, une voix respectée dans le concert des nations.

En 2025, l'**attachement à la France est et reste massif** (78%). Mais que reste-t-il de la grande et puissante France qui protégeait ?

La France magnifiée par les Jeux Olympiques : un grand pays de culture (83%) et un des plus beaux pays du monde (79%).

Pour le reste, les Franciliens ont le sentiment de voir s'éloigner des fiertés qu'ils regardent avec nostalgie. 59% dépeignent une France en déclin, une France qui n'a plus les moyens d'être celle qu'elle était, 69% décrivent une France injuste :

- Qui a **perdu sa puissance économique** (48%), dans laquelle il est difficile d'entreprendre (54%)
- Qui **ne tient pas sa promesse sociale** : un modèle social en panne (40%, un constat partagé par 54% des plus modestes), un modèle de redistribution inefficace (52% ont l'impression de plus contribuer au système que d'en bénéficier), un système éducatif qui ne fonctionne plus (65%)
- Qui a **perdu son influence sur la scène internationale** (46%)

Symptôme de ce délitement, les élus sont jugés impuissants pour améliorer la vie des gens, et les figures d'autorité ont perdu leur aura :

- Ceux qui « décident » : moins de la moitié des Franciliens estiment que le Président de la République a les moyens de faire changer la vie des gens (40%) ; et de même à l'échelon local pour le maire (39%).
- Des figures d'autorité qu'on juge souvent contestées : 81% des Franciliens observent que l'autorité et la parole des enseignants de sont pas toujours voire jamais respectées, 80% concernant celles des policiers

Le diagnostic est clair et rassemble : en dehors de la beauté de la carte postale et la fierté du souvenir, la France ne tient plus ni son rang ni sa promesse. Chacun fait l'expérience, quel que soit son âge, son portefeuille, son lieu de vie, sa position sociale, son vote, d'insécurité croissantes (économique, sociale, écologique, sécuritaire, sanitaire). Dans ce monde post Covid, l'enjeu de chaque foyer est de résister aux chocs, de trouver de nouveaux repères, de « s'acclimater », pour ne pas rester « Lost in transition ». Par contrainte ou par choix, à leur rythme, et avec des solutions à leur portée, par pragmatisme davantage que par idéologie, une majorité de nos concitoyens agit pour s'adapter à ces transitions. Mais là aussi ils se heurtent à des difficultés et des injustices qui les entravent et les freinent.



S'adapter pour se protéger

Non, nous ne sommes pas des “gaulois réfractaires”

Les Franciliens battent cependant en brèche l'idée qu'ils seraient imperméables au changement : 64% vivent bien le changement à partir du moment où ils ont pu le choisir, et 18% l'apprécient même, le vivent comme un stimulant de la vie.

Qu'on leur colle l'étiquette de « conservateurs de droite » (respectivement 71% et 18% des électeurs LR aux législatives 2024 affirment bien vivre le changement voire l'apprécier), de « progressistes de gauche » (68% et 16% des électeurs NFP), d' électeurs du camp qui a promu la « start up nation » (61% et 17% des électeurs Ensemble) ou de « protestataires » du RN (66% et 13% des électeurs RN), tous sont prêts à opérer des changements dans leur vie.

Pour la plupart, le changement n'est pas un débat idéologique, mais un choix pragmatique. Dans une époque de crises permanentes, s'adapter est un réflexe de survie, une nécessité.

Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter

- Pour pouvoir s'adapter, le préalable est d'identifier ce sur quoi il est utile de s'adapter : **50% des plus diplômés savent diagnostiquer leur impact environnemental, contre 29% des moins diplômés.**
- Ceux qui ont grandi avec les outils numériques et dans une société où la propriété n'est plus l'alpha et l'omega de la réussite sociale, se tournent plus facilement vers les plateformes qui développent une économie de l'usage : **65% des moins de 35 ans récupèrent des paniers anti-gaspi contre 39% des plus de 50 ans.**
- Si le gain économique est parfois un co-bénéfice, voire le levier de certains changements de comportement de la vie quotidienne, l'aspect financier est un obstacle majeur de l'adaptation : **73% des plus modestes sont freinés par manque de moyens financiers (mobilité, rénovation, alimentation, etc.), contre 49% des plus aisés.**
- Le territoire, lorsqu'il est éloigné des centres urbains est également un frein : **76% des Parisiens peuvent privilégier le train à la voiture quand ils le souhaitent, contre 61% des habitants de la grande couronne.**



S'adapter pour se protéger

“Pouvoir de vivre” : une adaptation contrainte pour “freiner la chute”

La crise inflationniste n'a pas effacé les inégalités de revenus. Les 20% des ménages les plus aisés ont toujours un niveau de vie plus de 4 fois supérieur aux 20% des ménages les plus modestes (Insee, juillet 2024). Pour autant, **tous ou presque, avec une intensité et des « points de départ » différents, ont le sentiment de ne plus vivre comme avant.** Que l'on soit cadre, enseignant ou ouvrier, la plupart des Franciliens sont contraints de s'adapter, de faire de nouveaux arbitrages pour préserver « ce qui compte » :

- 77% attendent les bons plans et promos avant d'acheter (78% cadres, 77% professions intermédiaires, 77% ouvriers:employés)
- 72% réduisent les dépenses non essentielles pour conserver leur niveau de vie sur les achats essentiels (66%/74%/78%)

Si chacun expérimente son « propre » déclassement, **les Franciliens les plus modestes, pour la plupart déjà contraints avant même la crise inflationniste de mettre en place des stratégies de « survie », subissent de plein fouet la hausse du coût de la vie.** Pour les individus, couples et familles qui peinent à boucler leurs fins de mois, l'adaptation tourne au système D et au sacrifice :

- demander une aide financière à leurs proches (56%)
- restreindre les activités extra-scolaires ou les cours de soutien de leurs enfants (48%)
- avoir recours aux aides alimentaires (21%)

“Protection climatique” : chronique d'une adaptation empêchée

S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique et se protéger des pollutions n'est pas un engagement politique, pas un geste militant pour la planète, pas une idéologie, c'est une réaction réflexe de protection face à une expérience dramatique ou une crainte rationnelle du danger pesant sur sa santé ou sa maison.

- Pour 31% des Franciliens, tenir compte de l'impact de son mode de vie et de sa consommation sur les ressources naturelles, les pollutions et les émissions de gaz à effet de serre est déjà comme une évidence, totalement intégré à leur façon de vivre.
- Pour 51%, c'est parfois une contrainte, parfois des difficultés mais c'est le chemin qu'ils essaient d'emprunter au quotidien.
- Pour 8%, c'est une “galère”, ils n'y arrivent pas
- 10% ne se sentent pas concernés, ce n'est pas leur problème, ils ne se posent pas la question.



S'adapter pour se protéger

Mais cette adaptation est souvent empêchée, entravée par manque d'informations, de solutions et de moyens financiers :

- L'adaptation climatique est une **adaptation à l'aveugle**, sur les choix à faire et les résultats de l'action : 61% ne savent pas diagnostiquer leur impact : ni combien, ni quels aspects de leur mode de vie émettent le plus de CO2
- C'est également une **adaptation sans mode d'emploi** : 59% se sentent démunis, ne comprenant pas « ce qu'il faut faire » (informations contradictoires, complexes, pas très claires) ; 58% se retrouvent dans des situations où leur démarche de changement se heurte à l'absence de solution
- C'est enfin une **adaptation sans moyens financiers** : alors que plus de 3 Franciliens sur 4 (76%) considèrent qu'avoir la capacité de s'adapter est un des ingrédients du « bien vivre » toutes classes d'âge, classes sociales et préférence politiques confondues, 61% se disent freinés par manque de moyens financiers pour adapter leur mobilité, rénover leur logement, etc.

Le procès en impuissance des élus est sévère. **Les collectivités locales sont pointées du doigt, pour leur insuffisance dans l'accompagnement de ces adaptations.**

- Moins d'un tiers des Franciliens jugent que leurs élus locaux prennent les bonnes décisions pour les protéger, ainsi que les infrastructures locales, contre les conséquences du dérèglement climatique et des pollutions (33% sur la mobilité, 21% sur les services publics de l'eau et de l'énergie pour en réduire l'impact environnemental, 21% sur l'adaptation de leur ville aux canicules et 18% sur l'adaptation des zones constructibles par rapport au risque de catastrophe naturelle)
- 27% à 38% ont le sentiment qu'ils ne font rien du tout pour agir
- 13% à 18% qu'ils agissent mais en prenant les mauvaises décisions
- 21% à 32% ignorent si une politique d'adaptation est menée sur ces domaines

Entre le besoin d'adapter son mode de vie pour se protéger et les multiples obstacles sociaux et territoriaux rencontrés, le citoyen se retrouve parfois « coincé », « assigné ». **La frustration qu'il en résulte est le terreau d'une nouvelle colère.**

- 36% de ceux qui se sentent freinés dans leur volonté d'adapter leurs habitudes de vie le décrivent comme une **injustice** d'être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit
- Pour 23%, l'injonction à changer sa façon de vivre sans en donner les moyens provoque de la **colère**
- Pour 17%, cela amène au **découragement**

Qu'elle soit simple ou semée d'embûches, l'adaptation reste un choix gagnant : une majorité considère que le jeu en vaut la chandelle (46% « plus à y gagner qu'à y perdre » / 34% « autant à y gagner qu'à y perdre » / 20% « plus à y perdre qu'à y gagner »).



Typologie : 5 profils d'adaptation à un monde en polycrise

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter. Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 1 200 récits d'adaptation en Ile-de-France, il en ressort 5 grands schémas :

- Les **“empêchés”** (15%, -5 points par rapport à la moyenne nationale)
- Les **“combatifs”** (24%, +6)
- Les **“précurseurs”** (19% -1)
- Les **“déboussolés”** (18%, -3)
- Les **“désinvoltés”** (24%, +3)

Voir en slides 18 à 22 la composition et les spécificités de chacun des groupes.

Changer sa manière de consommer pour éviter le déclassement, se préparer pour éviter ou réduire les conséquences de la catastrophe qui détruit, revoir ses habitudes ancrées depuis toujours pour préserver ce qui peut l'être pour l'avenir de ses enfants, trouver des alternatives pour protéger sa santé et celle de ses proches des pollutions, etc. En 2025, on ne change plus par quête de progrès, on change pour se protéger et préserver ce que l'on a ».

Certains sont convaincus que nous avons plus à y gagner qu'à y perdre et tentent coûte que coûte de s'adapter, certains essaient de suivre mais sont freinés et en arrivent même à douter du bénéfice réel de ces « efforts », certains sont tellement sous pression économique que les marges de manœuvres sont quasiment réduites à néant et font naître un profond sentiment d'injustice et de colère, certains sont perdus et ne savent pas par où commencer, d'autres ne ressentent pas le besoin de changer leur mode de vie. Si les vulnérabilités et les angoisses nous touchent tous, tout le monde n'adopte pas les mêmes réactions et stratégies pour se protéger, et faire face aux transitions en cours.

Pour autant, une chose rassemble : dans ce monde de crises permanentes, nous avons la même aspiration à la tranquillité.



Un horizon en grand et à bas bruit : le besoin de tranquillité

Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

Pour se protéger des insécurités économiques, physiques, sanitaires et climatiques, les Franciliens font massivement le choix de la **solidarité**. Près de 10% lui préfèrent la responsabilité individuelle.

Pour autant, les doutes sont nombreux sur la capacité financière de la France à le sauvegarder, notamment à l'heure où la dette publique n'a jamais été aussi élevée.

- Pour les retraites : 60% sont convaincus qu'il est possible de trouver des solutions pour le maintenir, 31% ont envie de le conserver mais jugent que la France n'en a plus les moyens
- Pour la santé : 61% pensent pouvoir le conserver, 31% ne voient pas les solutions pour y parvenir
- Pour les catastrophes naturelles : 50% pensent pouvoir le conserver, 39% ne voient pas les solutions pour y parvenir

La recherche de nouveaux équilibres, d'une nouvelle stabilité pour trouver de la sécurité

Non, les Franciliens ne sont pas devenus paresseux ; non, le travail n'est pas devenu secondaire dans leur vie, et notamment dans celle des jeunes. **Le travail tient toujours une place importante, mais sa centralité est concurrencée par la recherche d'un nouvel équilibre**. On assiste à un rééquilibrage des essentiels pour se sentir bien dans sa vie :

- 85% ont besoin que leur vie familiale prenne une place importante pour se sentir bien dans leur vie
- 81% que la vie sociale (amis, connaissances) ait une place importante
- 74% que le travail tienne une place importante (81% chez les moins de 35 ans actifs, 72% chez le plus de 35 ans actifs)

Dans une société où le risque n'est plus de l'ordre du « possible » mais du « quasi-certain », la tranquillité est devenue l'apanage de quelques-uns, un luxe synonyme de progrès. **Le besoin de sécurisation (économique, sociale, physique, sanitaire, écologique) est crucial et collectif ; la stabilité est essentielle pour tous**. Non pas pour « réussir sa vie », mais simplement pour « être bien dans sa vie », pouvoir écrire son présent et le futur de ses enfants..

- 79% préfèrent la **stabilité du CDI** (plutôt qu'être en CDD ou en mission)
- 84% préfèrent la **fiabilité de quelques amis très proches sur qui compter** (plutôt qu'être entouré de beaucoup de monde)
- 76% préfèrent la **sérénité d'une vie calme** (plutôt que vie à mille à l'heure, faire toujours pleins de choses)

Alors que l'âpreté des crises enferme dans la gestion de l'immédiat, le besoin de voir plus loin que demain, d'anticiper est manifeste :

- 73% souhaitent **dépenser juste le nécessaire et épargner le plus possible** s'ils ont les moyens de mettre de l'argent de côté, plutôt que de se faire plaisir avant tout et dépenser sans trop penser au lendemain
- 69% ambitionnent de **vivre tranquillement en faisant des projets de long terme**, plutôt que vivre à fond à chaque instant